



Espoir-CFDJ : Fresque murale du foyer de semi-liberté de Vitry-sur-Seine

**M**ais quel âge a donc Espoir-CFDJ ? Difficile d'en fêter l'anniversaire, car c'est le fruit d'un emboîtement subtil de plusieurs associations :

- l'association « L'Enfant au Grand Air » créée en 1914 qui, en organisant des colonies de vacances, avait pour but « la régénération de l'enfance par la vie en plein air et l'éducation physique, la lutte préventive contre la tuberculose chez les enfants et la diffusion de l'éducation physique et pratique des sports ». Elle organisait des colonies de vacances (campagne mer et montagne) ;
- les cercles ou centres familiaux de jeunes (CFDJ) fondés à partir de 1934 par Louis Revon et son épouse Marie-Magdeleine qui, dans le but « d'exercer, en dehors de toute question politique ou confessionnelle et dans un esprit familial, une action sociale, professionnelle, physique et morale sur des jeunes et d'aider leur famille », organisent des goûters le jeudi et le dimanche, une garderie, des études surveillées, des cours ménagers, des jardins d'enfants, une bibliothèque itinérante...
- l'association « Maison de Béthanie », orphelinat de jeunes filles et reconnue d'utilité publique en 1932.

L'ouverture du foyer de semi-liberté à Vitry-sur-Seine, en 1950, marque un tournant : changement de registre, car désormais l'État est demandeur, incarné par le juge Jean Chazal qui joue le rôle d'ange-gardien. Les différentes associations doivent alors fusionner, ce qui se réalisera en plusieurs étapes. L'encadrement pédagogique du foyer s'organise sous forme d'ateliers d'expression, de conseils représentatifs et de séances sociodramatiques. Dirigé au démarrage par Jean Ughetto, le foyer est par la suite marqué par la personnalité de son successeur, Jo Finder, qui en tiendra les rênes pendant trente ans. A partir des années 1960, l'association élargit son action avec le foyer de semi-liberté pour les jeunes scolaires de Vignely, près de Meaux et la création de plusieurs clubs de prévention.

En 1963, suite au drame de la thalidomide (médicament administré aux femmes enceintes et rendu responsable de la naissance d'enfants difformes), Radio Luxembourg monte une opération d'appel de fonds appelée « Espoir ». L'association CFDJ, devenue Espoir CFDJ se trouve en partie dépositaire des fonds récoltés et modifie ses statuts pour prendre en compte les handicaps physiques. Dans cet esprit, l'association fonde à Paris en 1974 le dispensaire Saint-Vincent.

# cnahes

supplément de la lettre

Conservatoire National des Archives et de l'Histoire de l'Education spécialisée et de l'Action Sociale

Supplément du N° 39 - septembre 2011

ECOLE NORMALE SOCIALE  
PARIS-XVI - 56, Rue du Docteur-Blanche - PARIS-XVI  
TEL : AUTEUIL 27-05



ESPOIR C.F.D.J.

ont presque cent ans !

**T**rois monuments historiques du secteur social s'acheminent à pas fermes vers leur centenaire. L'Ecole normale sociale (une des toutes premières écoles de service social), l'Œuvre de secours aux enfants (dont on méconnaît les origines hygiénistes russes) et l'association Espoir CFDJ (qui a été la fondatrice d'un des premiers foyers de semi-liberté). Quand on a un âge aussi vénérable, tout en continuant une activité aux prises avec l'actualité d'aujourd'hui et en réponse aux injonctions politiques et sociales du moment, se pose forcément la question de son identité à travers le temps et donc de son rapport au passé. Le seul témoignage des acteurs ne peut plus garantir une continuité mémorielle depuis les origines, les fondateurs mais aussi les premières générations d'acteurs ayant disparu et ne pouvant plus transmettre leur expérience vé-

cue. Il ne peut être question de faire table rase de ce passé, quand on continue non seulement à en porter le nom, mais que l'on reste aussi imprégné de ses nombreux héritages plus ou moins visibles : des murs, des publics, des agréments, des reconnaissances d'utilité publique... Que reste-il de ces époques révolues ? C'est en réponse à cette interrogation que s'est constitué le CNAHES qui a justement contribué, dans le cadre de ces trois centenaires, à faire trace. Tout d'abord, dans sa mission archives en aidant les trois institutions à se retrouver dans le labyrinthe des vieux papiers accumulés au cours des ans, dans les caves et les greniers ; puis en les accompagnant dans leur démarche mémorielle, une démarche qui se démarque de l'hagiographie ou du label d'ancienneté, style plaquette de beurre, pour les amener à une réflexion critique sur leur identité et leur évolution sous forme d'exposition, de journées d'études et de colloques.





ENS : Une des premières promos d'assistantes sociales des années 1930

Fondée durant l'hiver 1911-1912, l'École normale sociale de Paris était d'abord un centre féminin de formation, d'information et de documentation sociale, s'adressant aux femmes du peuple, aux futurs cadres des syndicats féminins et à celles engagées dans l'action sociale. Avec la montée en puissance des professions sociales féminines de l'entre-deux-guerres, l'école va être à partir de la fin des années vingt un centre de préparation pour les fameuses carrières sociales : surintendantes d'usine, résidentes sociales, visiteuses d'hygiène sociale, jardinières d'enfants, dames de village, secrétaires de service social, pour finalement se concentrer sur la formation des assistantes sociales qui au début des années

1930 s'impose comme un métier dominant de par sa polyvalence et son omniprésence dans les établissements scolaires, les hôpitaux, les caisses de compensations, auprès des tribunaux pour enfants... Jusqu'aux années 1950, la méthodologie qui prédomine est celle de l'enquête sociale, inspiré du modèle du *case-work* américain. Ce service social individuel ou individualisé est complété au début des années 1960 par une nouvelle approche, le service social de groupe ou service social communautaire qui correspond, en France, au développement des grands ensembles. La nouvelle dimension de travail est de tenir compte des membres d'un groupe et de l'environnement de celui-ci, tout en essayant d'articuler l'action des différents acteurs du travail social appelés à intervenir auprès de ces derniers.

La conservation d'un corpus exceptionnel de dossiers d'élèves (on dit aujourd'hui étudiantes), de corrigés de copies, de matériaux pédagogiques, de conférences... permet de saisir au cours du temps cette « fabrique » de la profession d'assistante sociale, dans sa dimension humaine.

La société pour la protection sanitaire des populations juives (OZE) naît en août 1912 à Saint-Petersbourg en Russie à l'initiative d'organisations de médecine populaire dans une perspective hygiéniste. Dans les années 1920, l'OZE se développe avec des antennes dans les pays baltes, à Dantzig, Londres et New-York puis en Europe centrale. Suite aux persécutions nazies et aux pogroms, le bureau central est transféré à Paris en 1933, une branche OSE-France se crée alors en 1934. Du fait des circonstances de la guerre et de l'afflux de très jeunes réfugiés, l'OSE-France, tout en gardant les initiales du nom d'origine, en change la signification pour se transformer en « Œuvre de secours aux enfants ». Elle crée des colonies de vacances, mais aussi des maisons d'accueil ou homes d'enfants pour jeunes juifs, orphelins ou évacués d'Allemagne et d'Autriche ayant perdu le contact avec leurs familles. Après avoir organisé en clandestinité pendant la seconde guerre, un sauvetage des enfants juifs, l'OSE se restructure à la Libération et multiplie l'ouverture de maisons, les enfants de familles persécutées avant la guerre laissent progressivement la place aux orphelins de la Shoah. Progressivement, les stigmates de la guerre s'estompent et, au seuil des années 1950, les orphelins cèdent la place à ceux que l'on va appeler les « cas sociaux », l'activité de l'OSE se recentre sur quelques maisons tout en accentuant l'effort de mutation. En 1954, Vivette Samuel crée le service social de l'OSE à Paris, qui, en raison des origines de l'OSE, va focaliser son action sur les liens des enfants avec leur famille, s'agissant de surmonter les traumatismes des séparations et les difficultés d'intégration sociale. A partir de la fin des années 1950, dans une vaste politique d'équipement et de croissance du nombre de professionnels spécialisés, l'inclusion de l'OSE dans les politiques sociales de l'enfance et la reconversion des structures accentuent progressivement la perte du caractère « communautaire » de l'OSE, qui s'ouvre aux populations non juives, ce qui n'est pas le moindre changement dans son histoire.



OSE : Plaquette de présentation des maisons de l'OSE, 1946